

## Pétrole : la poudrière syrienne

Céline Antonin

► **To cite this version:**

Céline Antonin. Pétrole : la poudrière syrienne. Revue de l'OFCE - Analyse et prévisions, 2013, pp.157-164. hal-01025084v1

**HAL Id: hal-01025084**

**<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01025084v1>**

Submitted on 17 Jul 2014 (v1), last revised 5 Jul 2019 (v2)

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## PÉTROLE : LA POUDRIÈRE SYRIENNE

Céline Antonin

*Département analyse et prévision*

Les craintes du début de l'année de voir les cours du Brent dépasser durablement la barre des 120 dollars ne se sont pas matérialisées et le premier semestre 2013 a été marqué par une baisse des cours du baril de Brent de 116 à 103 dollars entre janvier et juin 2013. Ce fléchissement s'explique par plusieurs facteurs : la faiblesse de la demande en provenance des pays industriels, la montée en puissance de nouveaux gisements non conventionnels en Amérique du Nord, et la présence de capacités de production inutilisées au sein des pays de l'OPEP. Depuis le début juillet 2013, en revanche, les prix sont repartis à la hausse, sous l'effet de ruptures d'approvisionnement du côté de l'offre (Libye, Nigéria) et d'un climat politique très tendu au Proche-Orient. Fin août, la perspective de frappes militaires occidentales en Syrie et le risque de débordement du conflit sur les pays avoisinants (Iran, Irak) a fait grimper le prix du Brent, et l'incertitude se maintient.

Dans notre scénario central, nous faisons l'hypothèse d'une solution politique pacifique au conflit syrien ; les prix du Brent devraient dans ce cas se maintenir aux environs de 116 dollars au quatrième trimestre 2013, puis baisser au premier semestre 2014 sous l'effet d'un apaisement des tensions et d'une reprise de la production de certains pays de l'OPEP (notamment la Libye). Au deuxième semestre 2014, les prix se maintiendraient autour de 105 dollars le baril, car le retour d'une croissance plus dynamique dans les pays développés devrait être compensé par une hausse de la production des pays non-membres de l'OPEP et par la présence de stocks abondants. La persistance de tensions politiques en Afrique et au Proche-Orient (Syrie, Irak, Iran), la demande toujours dyna-

mique en provenance des pays non OCDE et le coût d'extraction des nouveaux gisements non conventionnels devraient néanmoins empêcher les cours de descendre en dessous de la barre des 100 dollars.

### **Premier semestre 2013: détente des cours**

Le premier semestre 2013 a été marqué par une détente des cours en raison de la contraction de la demande dans les pays de l'OCDE, combinée à une augmentation de l'offre de brut et à des niveaux de stocks élevés.

L'offre mondiale a ainsi progressé de 2 Mbj entre janvier et juin 2013 pour atteindre 90,8 Mbj. L'essentiel de cette hausse est le fait des producteurs non membres de l'OPEP (+ 1,6 Mbj entre janvier et juin 2013), et notamment le Brésil (+0,82 Mbj), l'Amérique du Nord (+0,4 Mbj aux États-Unis et +0,2 Mbj au Canada), la Russie (+0,32 Mbj) et le Soudan (+0,23 Mbj). Quant aux pays membres de l'OPEP, la production stagne depuis fin 2012. L'Arabie Saoudite a continué à jouer son rôle de régulateur en augmentant sa production de 700 000 bj entre janvier et juin 2013, ce qui a permis de compenser les pertes de production nigérienne et libyenne.

En conséquence de l'embargo décidé par les États-Unis en 2012, seuls cinq pays auraient importé du brut iranien (Chine, Japon, Corée du Sud, Turquie, Emirats arabes unis) en juillet 2013, contre 16 pays en janvier 2012. En outre, les pays asiatiques ont diminué leurs importations en provenance d'Iran de 20 %, afin de ne pas tomber sous le coup des sanctions américaines empêchant leurs banques d'accéder au système financier américain. L'embargo s'intensifie : le 1<sup>er</sup> août 2013, les États-Unis ont renforcé les sanctions contre l'Iran, avec l'approbation à la Chambre des Représentants d'un projet de loi visant à réduire les exportations pétrolières iraniennes d'un million supplémentaire de barils par jour sur une période d'un an, et prévoyant des pénalités lourdes pour les acheteurs de pétrole iranien. Les mesures de la mi-2012 avaient déjà entraîné la baisse de la production iranienne, passée de 3,5 Mbj en janvier 2012 à 2,8 Mbj en janvier 2013.

La production libyenne, quant à elle, a décliné de 200 000 bj au premier semestre, en raison de mouvements de grèves qui se traduisent par des interruptions d'approvisionnement et des

fermetures de sites, et par un conflit avec les milices armées (voir infra). Au Nigéria, la production a baissé de 200 000 bj entre janvier et juin 2013. La situation demeure fragile. Les vols de pétrole brut se poursuivent et des perturbations dues aux procédures de maintenance inadéquates et à des infrastructures vieillissantes aggravent les problèmes de production.

Du côté de la demande, la consommation des pays de l'OCDE a baissé de 0,2 % au deuxième trimestre 2013 (glissement annuel), notamment au Japon (-4 %). Elle a stagné en Europe et progressé au Canada et au Mexique. Dans le même temps, la consommation des pays non membres de l'OCDE a tiré la demande mondiale : au deuxième trimestre 2013, elle a progressé de 7,1 % en Thaïlande, de 5,7 % en Chine, de 4,2 % au Brésil et de 8,9 % en Afrique.

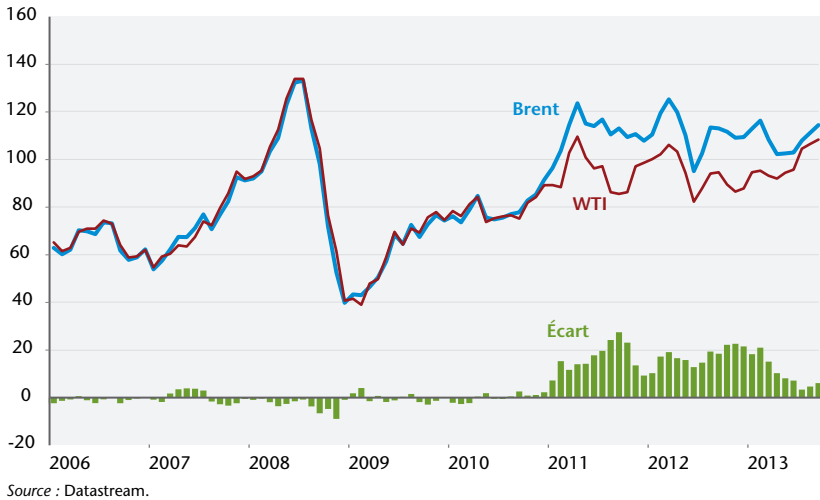
Fait notable, l'écart de prix entre l'Amérique du Nord et la zone Europe/Asie s'est réduit (graphique 1) : alors qu'en février 2013, le Brent s'échangeait 21 dollars au-dessus du Western Texas Intermediate, l'écart n'était plus que de 5 dollars/baril en août 2013. À l'origine de cette normalisation se trouve la mise en place de nouvelles infrastructures à Cushing, Oklahoma, qui a permis d'exporter plus facilement le WTI américain vers le Texas et le Dakota du Nord, réduisant le goulet d'étranglement. Citons également la hausse de la production de brut léger aux États-Unis, qui s'est substituée aux importations de Brent notamment sur la côte est américaine. Fin août 2013, les stocks ont atteint leur plus bas niveau depuis février 2012, à 34,8 millions de barils. Ce mouvement s'inscrit dans le contexte d'une baisse des importations de pétrole par les États-Unis dans le golfe du Mexique (baisse de production de 1,6 Mbj entre 2005 et 2012) et vers une zone nord-américaine alimentée de façon croissante par les nouvelles ressources non conventionnelles nord-américaines (hausse de la production de 0,2 Mbj dans le Midwest).

Début septembre 2013, le marché reste en contango<sup>1</sup>, preuve que les marchés anticipent une offre supérieure à la demande et donc, sinon une baisse, au moins une stabilisation des cours.

---

1. Situation dans laquelle les contrats *futures* s'échangent au-dessus du prix *spot*.

Graphique 1. Écart de prix entre Brent et WTI, 2006-2013



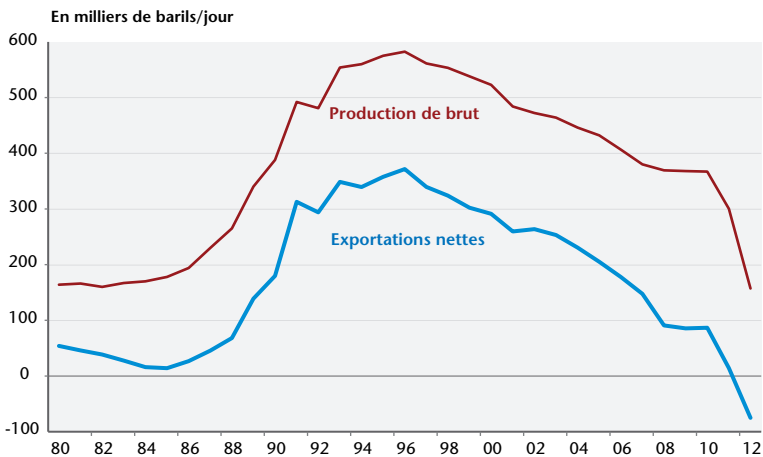
### Tensions persistantes en 2013 avant une accalmie en 2014

Au quatrième trimestre 2013, dans notre scénario central (encadré) le baril de Brent devrait rester autour de 116 dollars en moyenne trimestrielle. En effet, les tensions politiques exacerbées dans la zone Afrique du Nord-Moyen Orient, surtout en Syrie et en Libye, contribuent à la nervosité des acteurs et maintiennent une prime de risque de 8-10 dollars par rapport aux fondamentaux. Début 2014, nous anticipons une détente graduelle des cours jusqu'à 105 dollars au deuxième trimestre, puis une stabilisation autour de 105 dollars lorsque les tensions politiques seront apaisées. Concernant l'équilibre offre/demande, dans notre scénario central, le marché devrait demeurer équilibré. L'affermissement de la croissance dans les pays développés, courant 2014, sera compensé par le dynamisme de l'offre en provenance des pays non OPEP (Amérique du Nord) et l'attitude coopérative de l'Arabie Saoudite, le tout dans un contexte de stocks élevés en Europe et aux États-Unis.

### Encadré. La Syrie : le bras de fer se poursuit sans s'étendre

Au lendemain de l'attaque chimique du 21 août 2013, l'annonce par les États-Unis de frappes sélectives à l'encontre du régime de Bachar al Assad a entraîné une hausse du prix du Brent de 110 à 115 dollars, avec des pics à 118 dollars. Les rebondissements qui ont suivi, avec le refus du Parlement britannique d'un engagement militaire ou la proposition de la Russie de régler le problème sans action militaire ont rapidement entraîné un repli des cours autour de 112 dollars mi-septembre. La Syrie n'est pas un grand producteur (graphique): elle ne produit plus que 100 000 b/j en avril 2013, soit un quart de sa production d'avant-guerre. Elle n'est pas non plus un point de transit majeur pour les exportations de gaz et de pétrole, comme l'Égypte. Nous estimons donc la prime de risque associée à un conflit localisé à 6-10 dollars.

Graphique 2. Production et exportations de pétrole syrien (1980-2012)



Source : US Department of Energy.

Dans notre scénario central, nous faisons ainsi l'hypothèse d'un règlement pacifique du conflit sous l'égide de l'ONU sans frappes militaires. En raison des incertitudes persistantes, le Brent devrait se maintenir autour de 116 dollars le baril.

Dans un scénario plus pessimiste, le conflit pourrait s'étendre à d'autres pays de la région, importants producteurs, notamment l'Irak ou l'Iran. En effet, le conflit en Syrie a des résonances particulières dans les pays frontaliers. Le conflit sunnites/chiites existe également en Irak où la violence a repris : l'oléoduc qui transporte le brut de Kirkuk à Ceyhan a été attaqué de façon répétée dans les trois derniers mois et les exportations ont été réduites de 350 000 à 200 000 b/j. A l'est de la Syrie

se trouve l'Irak, qui est l'un des plus gros producteurs de l'OPEP (3 Mbj), où le gouvernement principalement chiite soutient Assad, alors que l'opposition irakienne sunnite soutient les rebelles et où des groupes extrémistes irakiens (affiliés à Al Qaida) sont actuellement concentrés dans le nord de la Syrie. Au nord de la Syrie se trouve la Turquie, par laquelle transite une grande quantité de pétrole irakien (via les pipelines BTC et Kirkuk-Ceyhan). Au nord de la Syrie se trouve également l'Iran, déjà déstabilisé, et le détroit d'Hormuz, par lequel transite plus de 17 Mbj (18 % de la consommation mondiale). Le conflit pourrait également impliquer le gendarme de l'OPEP qu'est l'Arabie Saoudite, majoritairement sunnite. Dans un tel scénario d'embrasement de la région, le baril pourrait atteindre 150 dollars.

Au niveau de l'offre, l'essentiel de la hausse de production viendrait des pays non-membres de l'OPEP : la production pétrolière issue des gisements schisteux devrait soutenir la hausse de production aux États-Unis (champs Bakken, Eagle Ford et Permian), au Canada (champs Kearl, Firebag, Christina Lake). De nouveaux gisements devraient être exploités au Brésil (champ Sapinhoa), en Chine (gisement Peng Lai) et en Russie. En revanche, nous anticipons une stagnation de l'offre OPEP début 2014, puis une hausse modérée de la production au cours de l'année 2014 (+500 000 bj) en faisant l'hypothèse d'une résolution des tensions en Libye et en Irak, et de l'absence d'embrasement du conflit en Syrie. Ce sont en effet essentiellement ces trois pays qui joueront un rôle stratégique en 2014. Depuis juillet 2013, la Libye fait face à un conflit autour de la gestion de la manne pétrolière et des groupes de miliciens armés contrôlent une partie du pays. Le manque de sécurité a entraîné des interruptions massives dans la production et l'action dans les ports libyens a empêché les exportations. Le pays n'exporte plus son pétrole qu'à 50 % de ses capacités : 800 000 barils/jour au maximum, soit 200 000 bj de moins que début 2013. La plupart des ports d'exportation sont fermés, y compris le principal terminal pétrolier du pays, dont la capacité atteint 350 000 bj. Nous anticipons une résolution du conflit fin 2013-début 2014 et la réouverture de certains sites. En Irak, outre la menace d'extension du conflit syrien, les attaques militaires persistantes visant l'oléoduc Kirkuk/Ceyhan et les conflits persistants au Kurdistan irakien sèment le doute sur la capacité de l'Irak à retrouver rapidement un niveau de production

élevé, alors même que la production stagne autour de 3 Mbj depuis plus d'un an.

Du côté des consommateurs, les pays industriels devraient connaître une croissance plus dynamique en 2014 (1,7 % en 2014 contre 0,8 % en 2013), mais avec la baisse de l'intensité énergétique, leur consommation de pétrole devrait légèrement baisser (de 0,2 % en 2014). La croissance des pays émergents restera dynamique, avec une croissance de la consommation de pétrole de 3 % en 2014. Au total, la demande mondiale passerait de 90,1 Mbj en 2013 à 91,3 Mbj en 2014.

Enfin, les stocks des pays de l'OCDE se maintiennent à des niveaux élevés : mi-2013, ils représentaient 96 jours de demande aux États-Unis et 92 jours en moyenne dans les pays de l'OCDE.

Même si l'incertitude géopolitique nous éloigne des fondamentaux, rappelons que le coût marginal d'exploitation des champs les plus difficiles d'accès se situe toujours autour de 100 dollars ; par conséquent, nous sommes actuellement bien au-dessus du prix d'équilibre. En outre, le prix des autres énergies fossiles (charbon, gaz), pour certaines, substituables au pétrole, est bas. Si les tensions géopolitiques s'apaisent, la baisse du prix du pétrole pourrait s'amorcer plus rapidement que prévu.



## Équilibre sur le marché pétrolier et prix des matières premières industrielles

Millions de barils/jour sauf mention contraire, cvs

	2012				2013				2014				2012	2013	2014
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
<b>Demande mondiale</b>	88,3	89,0	89,0	89,6	89,3	90,2	90,3	90,4	90,7	91,3	91,6	91,5	89,0	90,1	91,3
<b>En taux de croissance <sup>1</sup></b>													0,5	1,2	1,4
<b>PIB mondial <sup>1</sup></b>													2,8	2,6	3,2
<b>Intensité pétrolière <sup>1</sup></b>													-2,3	-1,4	-1,8
<b>Production mondiale</b>	89,4	89,4	89,1	89,4	89,1	90,5	90,2	90,4	90,6	91,1	91,5	91,7	89,3	90,0	91,2
<b>Dont : OPEP <sup>2</sup></b>	36,8	36,9	36,7	36,1	35,8	36,2	36,4	36,5	36,5	36,8	37,0	37,0	36,6	36,2	36,8
<b>Non OPEP</b>	52,6	52,5	52,5	53,3	53,4	54,4	53,8	53,8	54,1	54,3	54,5	54,6	52,7	53,8	54,4
<b>Variations de stocks</b>	1,1	0,4	0,2	-0,2	-0,2	0,4	-0,2	-0,1	-0,1	-0,2	-0,1	0,2	-0,3	-0,3	-0,3
<b>Dont OCDE</b>	0,3	0,0	0,2	0,0	0,3	-0,3	-0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,2	0,1	0,0	0,1
<b>Prix du pétrole Brent <sup>3</sup></b>	118,4	108,4	109,7	110,1	112,5	102,6	112,0	116,0	110,0	105,0	105,0	105,0	111,7	110,8	106,3
<b>Prix des matières premières industrielles <sup>1</sup></b>	2,5	-4,9	-6,9	2,7	5,6	-7,4	-0,4	2,0	2,2	3,3	4,2	4,0	-15,8	-2,8	7,4
<b>Taux de change 1 € = ... \$</b>	1,31	1,28	1,24	1,28	1,32	1,31	1,31	1,35	1,35	1,35	1,35	1,35	1,28	1,32	1,35

1. En %, variation par rapport à la période précédente.

2. Hors Angola et Équateur. Bien que ces deux pays soient membres de l'OPEP depuis 2007, ils ne sont soumis à aucune contrainte de quota.

3. En dollars, moyenne sur la période.

Sources : EIA (pétrole), indice HWWA Hambourg (matières premières industrielles), calculs et prévision OFCE octobre 2013.